Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
15 MARS 1955
Transmis à M. - 1 - Bureau
Toegezonden aan de H. Coördination

LL. L. 4556/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 décembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la comptabilité de l'Etat", a donné le 31 janvier 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e December 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de Staatscomptabiliteit", heeft de 31e Januari 1955 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée Sortie
17.3.55
N°
CCORR

Le projet tend à modifier la loi organique du 15 mai 1846 pour introduire définitivement une nouvelle méthode dans la comptabilité de l'Etat. La réforme consiste à indiquer non plus au budget des voies et moyens, mais au budget des recettes et dépenses pour ordre, "les dépenses faites à l'intervention des administrations fiscales en matière de non-valeurs et de remboursements et de restitution d'intérêts de retard".

Selon le projet, le Ministre des Finances sera autorisé à imputer ces dépenses à un compte spécial du budget des recettes et dépenses pour ordre. Une partie des recettes fiscales, déterminée par les besoins, sera spécialement affectée aux dépenses de remboursement.

Comme l'explique l'exposé des motifs du projet, la nouvelle méthode de comptabilité est suivie depuis 1952 à titre d'expérience; elle a été instaurée par une disposition insérée dans une loi à caractère budgétaire : l'article 5 de la loi du 22 mars 1952 autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951, et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs.

Au cours des travaux préparatoires de cette loi et au cours de la discussion des budgets des dépenses et recettes pour ordre des derniers exercices, des critiques d'ordre juridique ont été faites au sujet de la nouvelle méthode adoptée. On a fait notamment les objections suivantes : en n'inscrivant pas au budget général de l'Etat les dépenses nécessitées par le remboursement des sommes perçues indûment à titre d'impôt et la partie des recettes affectées à ces dépenses, on viole l'article 115 de la Constitution, qui exige que toutes les recettes et

.../...

dépenses de l'Etat soient portées au budget et dans les comptes; le motif invoqué pour justifier le transfert au budget des recettes et dépenses pour ordre, des opérations visées, à savoir qu'elles consisteraient simplement en des restitutions de fonds de tiers, ne peut être admis car il est erroné en droit; enfin la nouvelle méthode entraîne une réduction du contrôle des Chambres, et notamment elle soustrait à leur approbation les dépenses faites à raison des non-valeurs et remboursements car ces dépenses ne seront plus indiquées dans la loi de comptes soumise au vote des Chambres mais dans le compte général de l'Administration des finances qui est simplement communiqué aux Chambres (Doc.parl. Sénat, session 1951-1952, n° 169 et 302; Doc.parl. Chambre, session 1952-1953, n° 4. Exposé général du budget, page 4; Doc. parl. Sénat, session extraordinaire 1954, n° 32, p. 2; Annales parl. Sénat, 22 juin 1954, pp. 202-206).

I.

Pour apprécier si la nouvelle méthode de comptabilité consacrée par le projet est conforme à l'article 115 de la Constitution, il faut d'abord déterminer la portée de cet article, et l'étendue des obligations qu'il impose. Les discussions du Congrès national ne donnent pas d'indications sur ce point, mais la raison d'être de la disposition apparaît de manière manifeste et donne une base sûre à son interprétation. Le but de l'article 115 est d'assurer le contrôle des Chambres sur les finances de l'Etat. En disposant que "toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes", le constituant a voulu que le contrôle des Chambres puisse s'exercer de manière complète; mais il n'a pas entendu imposer un mode de présentation du budget, car il a laissé le soin d'organiser la comptabilité de l'Etat au législateur ordinaire (article 139, 3°).

.../...

Les sommes qui sont perçues à titre d'impôt, même indûment, sont des recettes de l'Etat au sens de l'article 115 de la Constitution, de même que les dépenses faites pour leur remboursement sont des dépenses de l'Etat. L'article 115 serait méconnu si ces recettes et ces dépenses n'étaient indiquées dans aucun budget; il ne l'est pas si elles sont indiquées au budget des recettes et dépenses pour ordre pour autant que, comme il le sera précisé ci-dessous, ce budget soit soumis à un contrôle entier des Chambres.

II.

Pour justifier le transfert des opérations visées au budget des recettes et dépenses pour ordre, peut-on invoquer, comme l'a fait l'administration, qu'elles concernent des fonds de tiers ?

Cette notion n'implique pas que les fonds sont individualisés et restent la propriété des tiers. En effet, au cours des travaux préparatoires de la loi du 15 mai 1846, M. de Man d'Attenrode, rapporteur de la section centrale de la Chambre, a précisé que l'article 24, fondement légal du budget des recettes et dépenses pour ordre, concernait des fonds de tiers tels que les fonds de cautionnement et de consignation, les recettes provinciales et communales, et a souligné que "ces fonds sont confondus dans les caisses publiques avec ceux du Trésor" (Annales parl. 1845-1846, doc. n° 160, p. 892).

.../....

En faveur de la conception selon laquelle les sommes perçues indûment à titre d'impôt constituent des fonds de tiers, on a tiré argument de l'article 286 du règlement sur la comptabilité de l'Etat du 15 novembre 1849. Cet article disposait : "Toute somme entrée dans les caisses du Trésor à titre de droits indûment perçus ne constitue pas un produit de l'Etat pas plus que le remboursement ne constitue une dépense publique". Mais cet article ajoutait : "Toutefois pour satisfaire au principe consacré par l'article 5 de la loi sur la comptabilité, les recettes et les remboursements opérés à ce titre sont constatés dans la comptabilité des agents comptables ainsi que dans les écritures et les comptes généraux du département des finances".

Quelle que soit la portée de cet article 286, il faut relever que les sommes perçues par les administrations fiscales, même indûment, sont toujours perçues comme dues à l'Etat en vertu d'un titre exécutoire ; l'obligation de restituer naît postérieurement, à la suite d'une décision administrative ou judiciaire. Les dites sommes ne peuvent donc être considérées comme des fonds appartenant à des tiers.

Toutefois, il est exact que l'obligation de restituer trouve son fondement dans le fait que la somme a été perçue indûment. Les recettes provenant de sommes perçues indûment entraînent donc, à raison de leur nature, des dépenses de remboursement. Et ceci semble suffisant pour justifier l'inscription des opérations au budget des dépenses et recettes pour ordre.

.../...

En effet, ce budget ne concerne pas seulement des opérations relatives à des fonds de tiers. On y a incorporé d'autres opérations parce que "de par leur nature, (elles) n'exercent aucune influence sur la balance des recettes et dépenses générales de l'Etat et qu'elles peuvent dès lors figurer "pour ordre" dans le budget, à l'instar des opérations sur fonds de tiers"(Doc.parl. Chambre, session 1954-1955, n° 4. Exposé général du budget, p. 18). Cette considération peut être invoquée pour la partie des recettes affectée au remboursement des sommes perçues indûment et pour les dépenses de remboursement.

Le transfert de ces recettes et dépenses au budget des recettes et dépenses pour ordre ne peut toutefois avoir pour effet de restreindre le contrôle des Chambres.

III.

Le budget des recettes et dépenses pour ordre est soumis au vote des Chambres comme le budget de l'Etat.

A raison des dispositions contenues dans le projet, le vote des articles du budget des dépenses et recettes pour ordre, relatifs aux dépenses de remboursement, autorisera le Ministre des Finances à procéder à ces dépenses. L'autorisation aura ce caractère particulier qu'elle permettra au Ministre de faire les dépenses non pas,comme il est de règle pour les fonds spéciaux, "jusqu'à concurrence des recouvrements effectués à leur profit", mais jusqu'à concurrence des besoins qui résulteront des remboursements ordonnés conformément aux dispositions légales.

.../...

Les opérations visées par le projet de loi auront ainsi un régime propre. C'est pourquoi il serait préférable de leur réserver un chapitre spécial du budget des recettes et dépenses pour ordre.

IV.

Il ne suffit pas que les dépenses nécessitées par le remboursement des sommes indûment perçues à titre d'impôt soient préalablement autorisées dans un budget; il faut encore qu'après avoir été effectuées, elles soient approuvées par un vote des Chambres, de même que les recettes qui auront été affectées à ces dépenses. Pour qu'il soit satisfait à l'article 115 de la Constitution, le présent projet devrait donc à tout le moins prévoir l'approbation des opérations auxquelles il est relatif et leur insertion dans la loi des comptes. Dans l'exposé des motifs du projet, le Ministre des Finances annonce son intention d'insérer, dans la loi des comptes, toutes les opérations effectuées en exécution du budget des recettes et dépenses pour ordre. En 1846, le Parlement, voulant assurer un contrôle sur ce budget, a amendé l'article 24 de la loi organique de telle sorte qu'il prescrive la mention des recettes et dépenses pour ordre non seulement dans les budgets mais encore dans les comptes (amendement proposé par la section centrale de la Chambre, voir le document précité). Toutefois, selon une longue pratique, ces opérations sont indiquées dans le compte général de l'Administration des finances communiqué aux Chambres et non dans la loi des comptes, qui est seule soumise à un vote d'approbation. Pour éviter toute équivoque, le projet devrait donc être complété par une disposition consacrant dans un texte légal l'intention exprimée par le Ministre; elle pourrait être conçue comme une addition à l'article 25 de la loi du 15 mai 1846.

Le Conseil d'Etat estime qu'ainsi amendé, le projet ne soulèverait plus d'objection d'ordre constitutionnel.

\+

\+ \+

.../...

Le texte proposé pourrait être amendé de manière à indiquer plus exactement le champ d'application de la disposition nouvelle.

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué par le Ministre des Finances, l'expression "impôts et taxes assimilées" vise, dans l'intention du Gouvernement, toutes les recettes qui ont un caractère fiscal proprement dit, à l'exception des taxes qui n'ont pas le caractère d'impôt. S'il en est ainsi, l'intention du Gouvernement serait mieux traduite par l'expression "impôts directs et indirects", qui comprend l'ensemble des recettes fiscales.

Le fonctionnaire délégué a également signalé que l'intention du Gouvernement est d'englober dans le champ d'application de la loi les remboursements des amendes prononcées par les tribunaux et les cours en matière de police, en matière correctionnelle ou en matière criminelle. L'article 4 de la loi budgétaire du 23 décembre 1907 règle la restitution de ces amendes lorsqu'il en a été accordé remise par un arrêté de grâce. Au point de vue budgétaire, les amendes pénales sont assimilées aux recettes fiscales; elles sont, en effet, indiquées au budget des voies et moyens, première partie, titre I, sous la mention "amendes de condamnation en matières diverses". Il conviendrait de viser expressément dans le texte le remboursement des amendes.

Le projet appelle enfin d'autres observations de pure forme qui n'exigent aucune explication et qui résultent du texte reproduit ci-après.

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 15 MAI 1846 SUR LA COMPTABILITE DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'article 24 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat est complété par la disposition suivante :

"Les dépenses faites par les administrations des recettes en matière de non-valeurs et de remboursement d'impôts directs ou indirects, d'intérêts de retard et d'amendes, sont imputées sur un compte spécial et inscrites

.../...

au budget des recettes et des dépenses pour ordre. Le Ministre des Finances est autorisé à affecter à ces dépenses, des prélèvements sur les recettes fiscales, faits au fur et à mesure des besoins.".

Article 2.-

... (disposition complétant l'article 25 de la loi du 15 mai 1846)...

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt er toe, de organieke wet van 15 Mei 1846 te wijzigen door het definitief invoeren van een nieuwe methode in de Rijkscomptabiliteit. De hervorming bestaat hierin, dat "de uitgaven gedaan door tussenkomst van de fiscale besturen inzake kwade posten en terugbetalingen en de teruggave van verwijlinteresten" niet langer in de Rijksmiddelenbegroting maar in de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde worden opgenomen.

Volgens het ontwerp wordt de Minister van Financiën gemachtigd, deze uitgaven op een bijzondere rekening van de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde aan te rekenen. Een naar de behoeften berekend gedeelte van de fiscale ontvangsten zal speciaal worden aangewend voor de uitgaven tot terugbetaling.

Zoals in de memorie van toelichting wordt uiteengezet, is de nieuwe comptabiliteitsmethode sinds 1952 bij wijze van proef toegepast; zij is ingevoerd door een bepaling van een wet met begrotingskarakter, namelijk door artikel 5 van de wet van 22 Maart 1952 houdende machtiging tot regularisatiën, verhoging en vermindering van sommige voor het dienstjaar 1951 uitgetrokken kredieten, zomede toekenning van bijkredieten voor de uitgaven met betrekking tot 1950 en de vorige dienstjaren.

Bij de parlementaire voorbereiding van deze wet en tijdens de bespreking van de begrotingen van de ontvangsten en uitgaven voor orde over de laatste dienstjaren, zijn tegen de nieuwe methode juridische bezwaren ingebracht. Onder meer zijn de volgende tegenwerpingen gemaakt : het niet-inschrijven op de algemene Rijksbegroting van de uitgaven die voor de terugbetaling van de ten onrechte als belasting geïnde bedragen nodig zijn,

.../...

en van het gedeelte van de ontvangsten die voor deze uitgaven worden aangewend, is in strijd met artikel 115 van de Grondwet, volgens hetwelk alle ontvangsten en uitgaven van het Rijk op de begrotingen en op de rekeningen moeten worden gebracht; de reden die nu ingeroepen wordt om de overbrenging van de bedoelde verrichtingen naar de begroting van ontvangsten en uitgaven voor orde te verantwoorden, namelijk dat zij gewoon zouden neerkomen op de terugbetaling van gelden van derden, is niet aanvaardbaar, want in rechte verkeerd; ten slotte beperkt de nieuwe methode het toezicht van de Kamers en onttrekt zij aan hun goedkeuring de uitgaven met betrekking tot de kwade posten en terugbetalingen, daar deze uitgaven niet meer zullen voorkomen in de rekeningwet , die aan de Kamers ter goedkeuring wordt voorgelegd, maar zullen worden opgenomen in de algemene rekening van het beheer van financiën, die eenvoudig aan de Kamers wordt medegedeeld (Parl. Doc. Senaat, zitting 1951-1952, nrs 169 en 302; Parl. Doc., Kamer, zitting 1952-1953, nr 4. Algemene toelichting bij de begroting, blz. 4; Parl. Doc. Senaat, buiteng. zitting 1954, nr 32, blz. 2; Parl. Handel. Senaat, 22 Juni 1954, blz. 202-206).

I.

Om te kunnen oordelen of de nieuwe door het ontwerp gehuldigde comptabiliteitsmethode met artikel 115 van de Grondwet verenigbaar is, moet vooraf worden uitgemaakt welke de strekking van dat artikel en welke de omvang van de daaruit ontstane verplichtingen is. De besprekingen in het Nationaal Congres geven dienaangaande geen opheldering, maar de reden waarom deze bepaling werd

.../...

ingevoerd is duidelijk en doet een vast uitgangspunt voor de interpretatie aan de hand. Doel van artikel 115 is, er voor te zorgen dat de Kamers op 's Rijks financiën toezicht hebben. Door te bepalen dat "al de ontvangsten en uitgaven van het Rijk op de begrotingen en op de rekeningen moeten worden gebracht", heeft de Grondwetgever wel een volledig toezicht vanwege de Kamers willen verzekeren, maar heeft hij geen regelen voor het voorstellen van een begroting willen opleggen, want de zorg om de Rijkscomptabiliteit in te richten, heeft hij aan de gewone wetgever overgelaten (artikel 139, 3°).

De bedragen die, zelfs ten onrechte, als belasting worden geïnd, zijn Rijksinkomsten in de zin van artikel 115 van de Grondwet, evengoed als de voor hun terugbetaling gedane uitgaven Rijksuitgaven zijn. Indien deze inkomsten en uitgaven in geen enkele begroting werden aangegeven, zou artikel 115 overtreden worden; van zodanige overtreding is geen sprake wanneer zij in de begroting van de inkomsten en uitgaven voor orde aangegeven worden, voor zover althans, zoals hierna zal worden toegelicht, deze begroting aan een volledig toezicht vanwege de Kamers wordt onderworpen.

II.

Kan men, zoals de administratie heeft gedaan, de overbrenging van de bedoelde verrichtingen naar de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde verantwoorden met de bewering, dat zij derden-gelden betreffen?

.../...

Dit begrip impliceert niet dat de gelden geïndividualiseerd zijn en eigendom van derden blijven. Bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 15 Mei 1846 heeft de heer de Man d'Attenrode, verslaggever van de middenafdeling van de Kamer, immers verklaard, dat artikel 24, dat de rechtsgrond voor de begroting van de inkomsten en uitgaven voor orde is, betrekking had op de derden-gelden zoals de gelden uit borgtocht of bewaargeving en de inkomsten van provinciën en gemeenten, en heeft hij onderstreept dat "in de openbare kassen geen onderscheid wordt gemaakt tussen deze gelden en die van de Schatkist" (Parl. Handel. 1845-1846, Doc. nr 160, blz. 892).

Een argument voor de opvatting, als zouden de ten onrechte als belasting geïnde sommen derden-gelden zijn, wordt ook gezocht in artikel 286 van het reglement op de Rijkscomptabiliteit van 15 November 1849. Dat artikel luidde als volgt : "Elke som, welke in de de Schatkist is gestort als ten onrechte geïnde rechten, is geen inkomst van de Staat evenmin als de terugbetaling een openbare uitgaaf is". Maar dit artikel voegde daaraan toe: "Om echter aan het in artikel 5 van de wet op de comptabiliteit gehuldigde beginsel te voldoen, worden de daartoe verrichte ontvangsten en terugbetalingen geboekt in de comptabiliteit van de rekenplichtige ambtenaren en in de schriften en algemene rekeningen van het departement van financiën".

Welke ook de strekking van dat artikel 286 is, dient te worden opgemerkt dat de zelfs ten onrechte door de fiscale administratie geïnde bedragen altijd worden geïnd als zijnde, krachtens een executoire titel, aan de Staat verschuldigd ; de verplichting tot terugbetaling

.../...

ontstaat naderhand, krachtens een administratieve of gerechtelijke beslissing. Deze bedragen kunnen dus niet aangemerkt worden als gelden die aan derden toebehoren.

Het is evenwel juist, dat de verplichting tot terugbetaling ontstaat uit het feit dat de som ten onrechte is geïnd. De ontvangsten voortkomende uit ten onrechte geïnde gelden, brengen derhalve uiteraard uitgaven tot terugbetaling mede. En dit schijnt voldoende te zijn om het uittrekken van de verrichtingen op de begroting van de uitgaven en ontvangsten voor orde te verantwoorden.

Deze begroting heeft immers niet alleen betrekking op verrichtingen inzake derden-gelden. Nog andere verrichtingen zijn er in opgenomen omdat zij "uiteraard geen enkele invloed uitoefenen op de balans der algemene ontvangsten en uitgaven van de Staat en zij dus "voor orde" op de begroting mogen voorkomen, in navolging van de verrichtingen op fondsen van derden" (Parl. Doc., Kamer, zitting 1954-1955, nr 4 .Algemene toelichting bij de begroting, blz. 18). Deze overweging kan worden ingeroepen voor het gedeelte van de ontvangsten dat tot terugbetaling van de ten onrechte geïnde bedragen dient, en ook voor de uitgaven tot terugbetaling.

De overbrenging van die ontvangsten en uitgaven naar de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde mag echter niet tot een beperking van het toezicht der Kamers leiden.

.../...

III.

De begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde wordt, evenals de Rijksbegroting, aan de Kamers ter goedkeuring voorgelegd.

Op grond van de bepalingen van het ontwerp zal de goedkeuring van de artikelen van de begroting van de uitgaven en ontvangsten voor orde, welke op de uitgaven inzake terugbetaling betrekking hebben, de Minister van Financiën tot het doen van die uitgaven machtigen. Het bijzondere van deze machtiging zal zijn, dat zij de Minister in staat stelt de uitgaven te doen, niet "tot een beloop van de te hunnen voordele verrichte terugvorderingen", zoals dit regel is voor de speciale fondsen, maar tot een beloop van de behoeften die het gevolg zullen zijn van de overeenkomstig de wetsbepalingen gelaste terugbetalingen.

Voor de in het ontwerp van wet bedoelde verrichtingen zal aldus een bijzondere regeling gelden. Daarom zou het raadzaam zijn, hieraan een afzonderlijk hoofdstuk van de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde te wijden.

IV.

Het is niet voldoende, dat vooraf in een begroting machtiging is gegeven tot het doen van de uitgaven die veroorzaakt zijn door de terugbetaling van de ten onrechte als belasting geïnde bedragen; deze uitgaven moeten ook, nadat zij zijn gedaan, door een stemming

.../...

van de Kamers goedgekeurd worden samen met de ontvangsten die tot deze uitgaven zullen hebben gediend. Om aan artikel 115 van de Grondwet to voldoen,zou het onderhavige ontwerp derhalve op zijn minst moeten bepalen, dat de verrichtingen waarop het betrekking heeft worden goedgekeurd en in de rekeningwet worden opgenomen. In de memorie van toelichting geeft de Minister van Financiën zijn voornemen te kennen, in de rekeningwet alle ter uitvoering van de begroting van de ontvangsten en uitgaven voor orde gedane verrichtingen op te nemen. In 1846 heeft het Parlement, ten einde toezicht op deze begroting te hebben, artikel 24 van de organieke wet zo geamendeerd, dat het voorschrijft, de ontvangsten en uitgaven voor orde niet alleen in de begrotingen, maar ook in de rekeningen te vermelden (amendement ingediend door de middenafdeling van de Kamer, zie aangehaald document). Van ouds worden deze verrichtingen opgegeven in de aan de Kamers mede te delen algemene rekening van het beheer der financiën, en niet in de rekeningwet,die alleen ter goedkeuring wordt voorgelegd. Om iedere twijfel te voorkomen, behoort het ontwerp derhalve aangevuld te worden met een bepaling, die het voornemen van de Minister wettelijk bekrachtigt; zij kan de vorm krijgen van een aanvulling van artikel 25 van de wet van 15 Mei 1846.

Volgens de Raad van State zou tegen het aldus geamendeerde ontwerp geen grondwettig bezwaar meer in te brengen zijn.

\+

\+ \+

De voorgestelde tekst zou zo kunnen worden geamendeerd, dat de werkingssfeer van de nieuwe bepaling nauwkeuriger is omschreven.

.../...

Naar de door de Minister van Financiën gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, verstaat de Regering onder "belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes" alle ontvangsten met een eigenlijk fiscaal karakter, onder uitsluiting van de taxes die niet het karakter van belasting hebben. In dat geval wordt de bedoeling van de Regering juister weergegeven door de uitdrukking "directe en indirecte belastingen", welke de gezamenlijke fiscale ontvangsten omvat.

De gemachtigde ambtenaar heeft er voorts de aandacht op gevestigd, dat het de bedoeling van de Regering is de terugbetalingen van geldboeten door de hoven en rechtbanken in politie-, correctionele of criminele zaken uitgesproken, in de werkingssfeer van de wet te betrekken. Artikel 4 van de begrotingswet van 23 December 1907 regelt de terugbetaling van zodanige geldboeten voor het geval dat een gratiebesluit ontheffing heeft verleend. Uit een oogpunt van begroting zijn strafrechtelijke geldboeten met fiscale inkomsten gelijkgesteld ; op de begroting der Rijksmiddelen eerste deel, titel I, komen zij dan ook voor onder de vermelding "Geldboeten van veroordelingen in zaken van verschillende aard". In de tekst behoort van de terugbetaling der geldboeten uitdrukkelijk te worden gesproken.

Tenslotte zijn bij het ontwerp enkele opmerkingen betreffende de vorm te maken; zij vergen geen commentaar en blijken uit de hiernavolgende tekst :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 15 MEI 1846 OP DE RIJKSCOMPTABILITEIT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Artikel 24 van de wet van 15 Mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De uitgaven gedaan door de besturen der ontvangsten inzake kwade posten en terugbetaling van directe of indirecte belastingen, verwijlinteresten en geldboeten, worden op een speciale rekening aangerekend en op de begroting der ontvangsten en uitgaven voor orde uitgetrokken. De Minister van Financiën is gemachtigd, afnemingen, welke naar gelang van de behoeften op de fiscale inkomsten worden gedaan, voor deze uitgaven aan te wenden.".

Artikel 2.-

... (bepaling tot aanvulling van artikel 25 wan de wet van 15 Mei 1846) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER, L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M. HUBERLANT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H. HUBERLANT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.